

# Abdelkader Messahel au forum de Crans Montana : Des pays africains de plus en plus visés par les groupes terroristes

Des pays africains sont de plus en plus visés par des groupes terroristes qui tentent d'en faire une "base" pour leurs opérations aux plans " régional et global", a affirmé hier à Bruxelles (Belgique), le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel.

PUBLIE LE : 09-03-2013 | 0:00



Des pays africains sont de plus en plus visés par des groupes terroristes qui tentent d'en faire une "base" pour leurs opérations aux plans " régional et global", a affirmé hier à Bruxelles (Belgique), le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel.

Intervenant devant les participants au Forum de Crans Montana, où il a représenté le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, M. Messahel a souligné que "ces menaces sont d'autant plus graves que ces groupes ont tissé des liens étroits avec les réseaux de trafic d'armes et de drogue, et de blanchiment d'argent, ainsi qu'avec les filières de piraterie et autres formes de criminalité organisée".

"Les revenus tirés de ces trafics, qui ont pris ces dernières années des proportions alarmantes, et ceux des rançons versées aux preneurs d'otages ont contribué au renforcement des capacités des groupes terroristes", a-t-il poursuivi. "C'est ainsi que l'on constate, a relevé M. Messahel, une intensification et une internationalisation accrue des activités d'endoctrinement, de recrutement et d'entraînement des groupes terroristes." Il a expliqué, dans ce cadre, que "l'impact du terrorisme sur les pays affectés, ressenti à plusieurs niveaux, se traduit d'abord par une fragilisation de certains États, que ce soit au niveau central ou au niveau de l'administration territoriale", or, on sait, a-t-il ajouté, "l'État capable" est une condition essentielle pour une bonne conduite de la gouvernance politique et économique. Abondant dans le même sens, M. Messahel a relevé que l'impact du terrorisme sur les pays se traduit ensuite par d'importantes pertes en vies humaines et la destruction à grande échelle d'infrastructures économiques, sociales et culturelles, et des déplacements de populations, qui entraînent une dislocation des structures sociales". "Il se traduit enfin par la perturbation de toute la chaîne de l'activité économique occasionnée par le climat d'insécurité entretenu par le terrorisme", a-t-il dit.

## **La sécurité, facteur essentiel de développement**

Pour illustrer son propos, M. Messahel a évoqué "l'arrêt total de l'activité touristique dans la région du Sahel, qui recèle des sites inscrits au patrimoine culturel de l'humanité, et la délocalisation du Rallye Paris- Dakar, qui constituaient une source de revenus pour les populations locales et un pôle d'emplois important pour la jeunesse".

"Il en est de même pour le report, dû à l'insécurité, de la réalisation d'infrastructures routières pour relier les pays de la région, sachant que la route, dans ce milieu désertique et isolé, est un élément central dans l'aménagement du territoire à l'échelle régionale, la création d'emplois, la promotion des échanges commerciaux et la création d'activités économiques", a noté le ministre. Pour M. Messahel, c'est "aujourd'hui un fait reconnu que le terrorisme, étant la négation des droits de l'homme, des libertés fondamentales, et des institutions démocratiques, déstabilise les États, sape les efforts de développement et de lutte contre la pauvreté, et met en péril l'unité nationale et l'intégrité territoriale des pays, et porte gravement atteinte à la coopération internationale et à la compréhension entre les peuples".

S'agissant de la prévention et de la lutte contre le terrorisme, il a rappelé que "l'Afrique s'est dotée d'une stratégie globale" qui intègre "la coopération en matière de renseignement, de tarissement des sources de financement, de lutte contre la prolifération et la circulation des armes légères, et de coopération judiciaire". Il a également rappelé, à ce propos, l'adoption d'une Convention africaine de prévention et de lutte contre le terrorisme par l'Union africaine (UA) et la mise en place à Alger du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme.

Le ministre qui a souligné, dans ce contexte, l'"importance" de la décision adoptée en juillet 2009 par les Chefs d'État, lors du XIIIe sommet de l'UA, condamnant "fermement" le paiement des rançons aux groupes terroristes, a indiqué qu'"au niveau sous-régional et régional, des stratégies ont été également élaborées". Il a mis en relief, à ce sujet, l'"importance" de la vision commune définie à la réunion ministérielle d'Alger de mars 2010, pour harmoniser et coordonner la démarche sous-régionale en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme, et de conception d'un partenariat avec le reste du monde, fondé sur l'appropriation de la problématique de la paix et la sécurité par les pays de la région".

"Cette vision commune est aussi fondée sur le binôme sécurité et développement, tant il est vrai que pour lutter efficacement contre le terrorisme et le crime organisé, il est nécessaire de remédier aux situations de dénuement économique et de marginalisation politique et sociale", a-t-il encore souligné. Revenant sur les effets de la crise économique sur les pays du continent, M. Messahel a indiqué que "l'Afrique qui a renouvelé, depuis plus d'une décennie, son approche des défis de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement, en les inscrivant dans une vision globale, a pu réaliser des progrès notables en matière de gouvernance politique et de promotion des droits de l'homme, ainsi qu'en matière de croissance et de développement socio-économique".

## **La crise économique mondiale met à rude épreuve la stabilité politique et sociale du continent**

Cette dynamique positive qui a permis à l'Afrique, a-t-il poursuivi, de réaliser, entre 2000 et 2008, une croissance annuelle moyenne de 6%, "se trouve affectée, depuis 2008, par l'impact d'une crise économique et financière mondiale prolongée qui a eu des répercussions négatives sur le taux de croissance, alors que l'Afrique tablait sur une croissance encore plus forte pour réduire de manière significative la pauvreté, le chômage et le sous-emploi". La croissance a reculé, a expliqué le ministre, du fait des facteurs exogènes que sont la baisse de la demande et des cours des matières premières, la hausse des prix des produits alimentaires importés, la chute des investissements directs, la restriction du crédit, l'instabilité des cours des principales devises, la réduction des transferts des travailleurs migrants et les sorties nettes de capitaux.

Il a, par ailleurs, cité, comme autre facteur ayant influé sur le niveau de la croissance économique, "les changements climatiques et la détérioration du cadre naturel en Afrique, un

continent particulièrement vulnérable à des phénomènes dont la responsabilité ne lui incombe nullement". "L'ensemble de ces éléments n'a pas manqué de peser défavorablement sur la capacité des pays africains à progresser à un rythme soutenu vers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement", a-t-il noté, relevant, à ce titre, que "l'insécurité alimentaire et la persistance de l'extrême pauvreté ont mis à rude épreuve la stabilité politique et sociale de plusieurs pays". M. Messahel a indiqué, en outre, que "l'Afrique met de plus en plus l'accent sur les impératifs de diversification de la production, de sécurité alimentaire et d'intégration régionale, "pour, a-t-il dit, faire face aux "défis redoutables aux plans économique, de sécurité et de stabilité" auxquels elle se trouve confrontée du fait de "la conjugaison des impacts de la crise économique mondiale et de la montée du terrorisme". "La mise en œuvre de ces priorités s'appuie sur le renforcement du rôle stratégique de l'État dans l'impulsion du développement, en synergie avec les opérateurs économiques publics et privés qui prend en compte l'interaction entre la logique économique et le développement social et s'inscrit dans une perspective d'élargissement des marchés nationaux et régionaux", a-t-il relevé. M. Messahel a conclu son intervention par un appel à la communauté internationale pour "redynamiser" son partenariat "multidimensionnel" avec l'Afrique qui a besoin, a-t-il estimé, pour faire face à l'ampleur des défis de la paix, de la sécurité et du développement, d'un "soutien financier international conséquent" et d'une "coopération plus intense" en matière de "renseignement" et de renforcement des capacités opérationnelles, y compris par la fourniture d'équipements spécifiques.